



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2002/NGO/136
13 février 2002

ANGLAIS ET FRANÇAIS
SEULEMENT

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-huitième session

Point 11 (c) de l'ordre du jour provisoire

DROITS CIVILS ET POLITIQUES, NOTAMMENT LES QUESTIONS SUIVANTES:
LIBERTÉ D'EXPRESSION

Exposé écrit*/ présenté par Reporters sans frontières international, organisation non gouvernementale dotée
du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[18 janvier 2002]

*/ Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue (s), sans avoir été revu par les services d'édition.

OUZBEKISTAN : Aucun média indépendant chez ce nouvel allié de la Coalition antiterroriste

Aucune information indépendante n'est tolérée en Ouzbékistan. L'emprisonnement, les agressions et les pressions sur les familles sont régulièrement utilisées par les services d'Etat à l'encontre des journalistes qui enfreignent cette interdiction. Le président Islam Karimov fait partie des trente-neuf prédateurs de la liberté de la presse dénoncés par Reporters sans frontières.

La lutte contre l'islamisme et le terrorisme est systématiquement invoquée par le régime du président Karimov pour justifier la répression brutale à l'encontre de toute information indépendante. Dans un pays où toute information est inspirée et validée par l'Etat, aucun commentaire ne peut être fait dans la presse sur l'existence d'une opposition, la criminalité, la corruption, et les différentes questions relatives au respect des libertés, des droits individuels et des minorités (ouïgour notamment). L'une des rares chaînes de télévision locales ayant fait preuve d'une certaine indépendance éditoriale, la chaîne ALC-TV à Urgench, périodiquement interdite d'émission depuis 1995, a été définitivement fermée en juillet 2001.

Les journalistes présents en Ouzbékistan, début octobre, pour couvrir les frappes aériennes sur l'Afghanistan se sont vu systématiquement refuser les demandes de visite de sites militaires ou de postes frontières, souvent après plusieurs jours d'attente. Jusqu'au 25 novembre, les journalistes se sont également vu refuser le droit de franchir le pont frontière avec l'Afghanistan.

Deux journalistes incarcérés

Depuis 1998, **Shadi Mardiev** est toujours incarcéré dans une prison de la ville de Kizil-tepa, dans la région de Navoi (ouest de Samarkand). Shadi Mardiev avait été condamné à onze ans de prison, le 3 août 1998, pour "diffamation" et "tentative d'extorsion de fonds" par la cour d'appel de Tachkent. Le journaliste avait été inculpé en novembre 1997, suite à une émission de radio dans laquelle il dénonçait les malversations du procureur adjoint de Samarkand. Shadi Mardiev animait l'émission de radio "La loi et nous", connue pour ses critiques envers les autorités, sur la radio publique régionale de Samarkand (sud du pays). Sa peine a été réduite de moitié suite aux décrets présidentiels des 30 avril 1999 et 28 août 2000. Victime à deux reprises d'une attaque cérébrale, le journaliste demeure dans un état de santé très préoccupant.

Jusuf Ruzimuradov est toujours retenu en prison, où il purge une peine de huit ans. Le journaliste a été condamné, le 18 août 1999, pour avoir voulu "renverser le pouvoir par la force", "participation à une organisation illégale" et "insulte par voie de presse" au président du pays, un délit sanctionné par l'article 158.3 du Code pénal. Jusuf Ruzimuradov était le rédacteur en chef de *Erk*, dernier journal d'opposition publié dans le pays jusqu'à son interdiction par les autorités en 1993. Des menaces de viol à l'encontre des membres de sa famille, des tortures et des pressions psychologiques ont été utilisées afin d'obtenir ses aveux.

Deux journalistes menacés

Le 16 juin 2001, **Asadulla Ortikov**, ancien journaliste à la radio *Ozodlik* (service ouzbek de *Radio Liberty*) et collaborateur du journal *Harakat*, est interrogé au département des affaires intérieures (DDIA) du district de Yakabadskiy (région de Kashkadar'ya). Au cours de l'interrogatoire, le chef de la DDIA exige du journaliste qu'il arrête de critiquer le gouvernement dans ses articles. Le journaliste est contraint, quelque temps après, de quitter la région de Kashkadar'ya pour Tachkent à cause des nombreuses menaces qui pèsent sur sa famille.

Le 12 juillet 2001, **Ruslan Sharipov**, correspondant pour l'agence de presse russe *Prima*, président de l'Union des journalistes indépendants de l'Ouzbékistan et animateur d'un site Internet, est pris en chasse par des employés des services de sécurité (NSS) alors qu'il se rend à

la cour de Tachkent pour couvrir un procès. Ses assaillants sont sur le point de le frapper quand des passants s'interposent. Le journaliste parvient à se réfugier au siège local de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il avait publié, fin août, une série d'articles dénonçant la répression contre les musulmans du pays. Il enquêtait par ailleurs sur la mort suspecte d'opposants. Le 31 août, Ruslan Sharipov est interpellé par des agents du NSS. Il est accusé d'être impliqué dans un groupe terroriste. Des agents des services secrets font pression sur ses proches. Sa mère, son frère et un cousin, sont interrogés et menacés. Dans une lettre ouverte au président ouzbek, Ruslan Sharipov lui demande d'ordonner que soit mis fin à sa filature par les services de sécurité, que cessent les pressions sur sa famille, et qu'il lui soit permis d'exercer son métier de journaliste indépendant.

Pressions et entraves

En avril 2001, le gouvernement confisque la fréquence de la chaîne de télévision *ALC-TV* à Urgench (nord du pays), sanctionnée à quatre reprises depuis 1995 par les autorités régionales. Le directeur de la chaîne, **Shukhat Babajanov**, se résoud à mettre fin aux émissions de la chaîne en juillet 2001.

En mai, les autorités ordonnent l'arrêt de la publication du journal *Oina*, revue pour la jeunesse en langue tadjike, après des critiques exprimées par la rédaction contre des autorités municipales et régionales de Samarkand.

Le 17 mai, quinze fonctionnaires de la milice se rendent au domicile de la sœur de **Jahangir Mamatov**, un ancien journaliste de *Erk* réfugié aux Etats-Unis où il collabore aux émissions de *Voice of America* en langue ouzbek. Les policiers auraient alors introduit un paquet de drogue dans l'appartement. La mère et la fille sont inculpées dans une évidente tentative de faire pression sur Jahangir Mamatov.

Le 6 juillet, le rédacteur en chef de *Tachkent Pravda*, **Alo Hadjaen**, doit renoncer à son projet de mettre en place une colonne de libre expression dans le journal, suite à des pressions. Il estime que "*Tachkent Pravda* était le dernier fruit d'un arbre que l'on pourra couper".

Le 9 juillet, le procureur de Tachkent engage des poursuites contre **Shuchrat Babadjan**, journaliste de renom et ex-directeur de la chaîne de télévision indépendante *ALC-TV* fermée par les autorités. Il est accusé d'avoir falsifié une lettre de référence vieille d'une dizaine d'années lors de son adhésion à l'Union des artistes d'Ouzbékistan (UAU). Le 6 août, le journaliste fuit le pays. Jusqu'au 25 novembre, les journalistes étrangers se trouvant à Termez, à la frontière ouzbeko-afghane, sont empêchés de traverser la frontière à proximité du pont franchissant l'Amou-Daria. Des dizaines de membres des organisations humanitaires, ainsi que des représentants de nombreux médias internationaux, se voient refuser le droit de franchir le pont frontière avec l'Afghanistan, pour rejoindre la ville de Mazar-i-Charif. Le 25 novembre, les journalistes sont finalement autorisés par les autorités ouzbeks à entrer en Afghanistan en franchissant par barges le fleuve Amou-Daria. Le pont frontalier est officiellement fermé depuis 1997.
